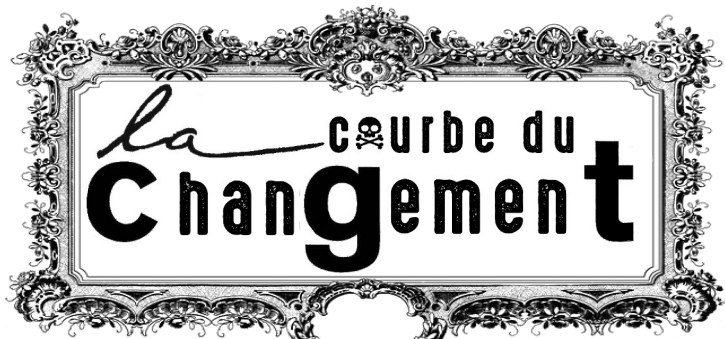




130^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA CGT
80^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA SÉCU



Action Sociale Finances

La CGT Finances dénonce encore et toujours la politique d'austérité du gouvernement et par effet de ricochet celle du budget de l'action sociale de notre ministère.

La Fédération d'Action Sociale Finances (FASF) a pour objet « le développement de l'action sociale des ministères économiques et financiers (MEF) ». Sauf que les budgets des opérateurs sont tous en baisse ! La CGT Finances ne l'accepte pas.

Comment développer notre action sociale avec des budgets, pour nos opérateurs, en baisse chaque année ?

(voir [la suite en ligne](#))

RGP

La DG met en place un ersatz de protection

Voilà 2 ans que la CGT Finances Publiques ne cesse de dénoncer la Responsabilité des Gestionnaires Publics (RGP) et de chercher à protéger les agents en demandant à la direction générale (DG) des moyens de protection.

La DG et les directions locales se contentent toujours d'un discours rassurant, même s'il s'est un peu érodé au fil du temps avec les jugements de la 7^{ème} chambre de la Cours des Comptes.

Les annonces du premier ministre face aux arrêts de la cours de compte, puis la note des affaires juridiques et enfin tout récemment la note de la DG sur « un dispositif d'accompagnement » ne peuvent être qu'une réponse d'attente à la mise en place d'une réelle protection, sûrement pas la seule solution !

Cette assistance a la couleur de la protection fonctionnelle, mais ce n'est pas une protection fonctionnelle puisqu'au bout du compte ce seront les agents qui paieront dans tous les sens du terme.

La CGT Finances Publiques exige la révision de la RGP afin que tous les personnels soient garantis et protégés dans l'exercice des missions que la DGFIP leur confie.

(télécharger [le document](#))

Contrôle fiscal et PCE

GT sur la programmation

Le périmètre du GT était clairement sous-dimensionné, puisque seule la programmation était abordée, alors que le CF est évidemment constitué d'une chaîne de services et de missions, difficilement sécables.

Quand la DG annonce que le CF sortira renforcé cette année en termes d'emplois et de réorganisations et que les organisations syndicales s'évertuent à revendiquer des créations d'emplois (et non de simples transferts) et la fin des réorganisations/restructurations, il ne peut rien s'ensuivre de constructif...

(télécharger [le document](#))

SOMMAIRE

Page 1 : Nouvelles de la DGFIP

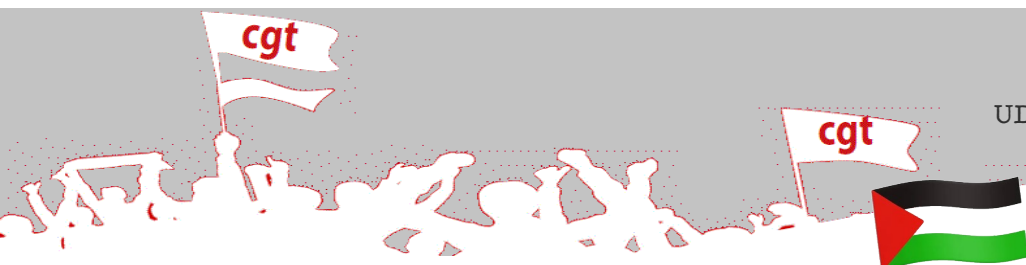
Page 2 : Le coin des cadres et techniciens avec l'UGICT-CGT

Page 3 : Le coin du collectif aubois de la fonction publiques avec l'UFSE

Pages 4 : 19 décembre 1964

Imprimé par la section syndicale
CGT finances publiques de l'Aube
UD CGT 10 / 2A boulevard du 1er RAM
10 000 TROYES

<https://10.cgtfinancespubliques.fr>
cgt.ddfip10@dgfip.finances.gouv.fr



BUDGET : JUSTICE FISCALE RÉPARTITION DES RICHESSES

La politique menée depuis 2017 a créé un système où les plus fortunées s'enrichissent au détriment de l'intérêt général.

À l'heure où le gouvernement Lecornu 2 et les parlementaires travaillent sur le budget, il est temps d'imposer la justice sociale et fiscale.

Une injustice fiscale qui étouffe la population !

- L'évasion et la fraude fiscale estimée entre 80 et 120 milliards d'euros par an. Une somme colossale qui pourrait financer l'hôpital, l'environnement ou l'éducation !
- Les plus hauts revenus du capital sont favorisés par les politiques néolibérales qui organisent la diminution des impôts sur les riches et sur les sociétés (suppression de l'ISF, mise en place de la Flat Tax...) et dérèglementent les marchés financiers (jusqu'à la création de paradis fiscaux). Résultat : la majorité des travailleurs, et en particulier les classes moyennes et supérieures salariées, subissent un déclassement financier et social.
- Les cadres et professions intermédiaires pénalisés par cette politique injuste : la principale conséquence de l'austérité salariale et de l'inflation est la perte de pouvoir d'achat pour les ingés, cadres, techs qui frappe plus durement les salaires au-delà du SMIC (Baromètre Ugict-CGT) jusqu'à -1,2% en 2022 (Insee). En 2023, dans le secteur privé, le salaire net moyen en euros constants a baissé de 2,9% pour les cadres et de 1,4% pour les professions intermédiaires).
- Le tassement des salaires : les revenus des professions intermédiaires et des cadres débutants « se smicardisent » annulant l'effet de la qualification et de l'expérience professionnelle à cause du blocage des grilles salariales et du gel de la valeur du point d'indice dans le public, conjugués à la hausse mécanique du SMIC. Ce qui constitue en plus un plafond pour la progression des salaires des ouvriers et employés.
- Le recul du financement de la protection sociale. Largement attachée à la cotisation sociale et donc aux salaires, le financement de notre modèle de protection sociale se trouve remis en cause par l'organisation du manque de ressources entre modération salariale, augmentation des besoins sociaux et exonérations de cotisations patronales.

Un déficit budgétaire organisé, une conséquence directe des choix politiques pour justifier l'attaque de notre modèle social

- Les baisses massives d'impôts pour les entreprises (CICE transformé en allègements de cotisations sociales pérennes) et pour les plus riches (suppression de l'ISF) ont creusé un trou béant dans les caisses de l'État.
- Le déficit public pour l'année 2024 s'élève à 5,8 % du PIB, soit environ 170 milliards d'euros. Ce trou est la conséquence directe des cadeaux fiscaux faits aux plus fortunés et aux grands groupes. Les aides aux entreprises ont été évaluées à 211 milliards d'euros en 2023 (Sénat).
- Ce déficit, ainsi créé, sert de prétexte idéal pour imposer une politique d'austérité brutale : fermetures de lits à l'hôpital, suppressions de postes dans l'Éducation Nationale et les collectivités territoriales, sous-financement des services publics et de la protection sociale. Le gouvernement orchestre la pénurie pour privatiser et démanteler nos acquis sociaux.
- Des réformes des retraites visant à faire travailler plus longtemps pour des pensions diminuées.
- La remise en cause constante de notre modèle social et des conventions collectives.

L'Ugict-CGT revendique un budget au service de la population et de l'environnement

Revitaliser les services publics par la justice fiscale

Nous exigeons une refonte totale de la fiscalité pour qu'elle soit juste, progressive et solidaire :

- Rétablir et renforcer l'Impôt sur la Fortune (ISF) : Imposer plus lourdement les patrimoines les plus élevés et les revenus du capital pour les aligner sur les revenus du travail.
- La CGT est favorable à l'application d'un impôt plancher de 2 % sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros afin que les très grandes fortunes contribuent effectivement au système fiscal, corrigeant ainsi la régressivité de l'impôt pour les ultra-riches (taxe Zucman).
- Récupérer les 80 à 120 milliards d'euros d'évasion fiscale et augmenter l'Impôt sur les Sociétés (IS)
- Créer une progressivité accrue de l'Impôt sur le Revenu (IR) avec plus de tranches pour une meilleure contribution des hauts revenus.
- Combler l'écart salarial entre les femmes et les hommes (et donc de cotisations/impôts) permettrait de récupérer 6 milliards de recettes fiscales et sociales.

LETTRE AU PERE NOEL (SNTRS-CGT)

Cher Papa Noël,

En principe, nous ne croyons pas trop en toi, mais aujourd'hui nous sommes tellement inondés de promesses farfelues et d'engagements non respectés par nos gouvernants que nous sommes contraints de revoir notre postulat : cette lettre de doléances semble désormais bien plus raisonnable et crédible... Cher Papa Noël, dans nos petits souliers on aimerait trouver :

- Des augmentations de salaire

Dans la recherche, nous avons les pires salaires de toute la fonction publique. Depuis plus de 25 ans, nous avons subi une érosion monstrueuse de notre pouvoir d'achat. Comme l'indignité est devenue la norme face au mépris de notre gouvernement, on s'est dit que tu restais notre seul espoir pour sortir des fins de mois difficiles.

- Des budgets pour travailler

Nous sommes les seuls fonctionnaires à devoir trouver et gagner nous-mêmes l'argent pour accomplir nos missions, sur lesquelles nous sommes sans cesse évalués. Et comme cela ne suffit pas, le gouvernement utilise notre fonds de roulement. Mais quelqu'un qui fait travailler durement une autre personne pour lui prendre une grosse partie de ses rétributions, cela n'a-t-il pas un nom ?... Ce serait bien que nous ayons pour une fois les budgets pour exercer sereinement nos métiers... avant que nos maisons ferment ...

- Plus de promotions et plus d'égalité dans les primes

Nous travaillons dans les contraintes : la contrainte des postes non remplacés, la contrainte des budgets en baisse, la contrainte de mener à terme nos projets pour répondre aux contraintes des publications sans cesse, car nous sommes contraints par les évaluations qui observent sans contrainte la quantité et la qualité de notre travail et sans dire mot sur... ces contraintes... Au terme de ces efforts, la reconnaissance serait bienvenue pour tous. Avancements et primes sont des reconnaissances dispensées avec bien trop de parcimonie.

Il serait plus juste que les efforts de toutes et tous soient reconnus !

Plus de promotions pour les collègues

Des primes plus égalitaires...

- Des postes de titulaires

Nous sommes toujours moins nombreux à conserver les savoirs et à former nos collègues précaires, 30% dans la fonction publique et plus de 40% à l'Inserm. On ne veut plus les voir partir sans pouvoir leur offrir de la stabilité. Et pour nous, la charge de travail est toujours plus importante et nos métiers sont peu à peu vidés de leur sens.

- Une politique managériale de « ressources humaines » plus humaine

On est souvent obligés de se battre pour faire valoir nos droits. On ne voit pas toujours ce que l'on fait. On ignore souvent nos besoins et notre engagement. On minimise nos souffrances au travail.

- Un gouvernement et des parlementaires qui nous soutiennent

Nos gouvernements exigent toujours plus de nous sans aucune considération sur la temporalité de la recherche. Ils exigent de la recherche fondamentale des solutions à leur crise économique. Mais la recherche fondamentale produit principalement de la connaissance, pas des mixers pour le « Black Friday ». Il serait temps que la recherche ait des gouvernants et un ministre de la recherche qui nous donnent les objectifs et les moyens en adéquation avec nos missions.

On voudrait un ministre qui ne nous dit pas qu'il « ne peut rien pour nous », et que « la recherche publique n'intéresse pas les députés » ou que nous devons nous débrouiller nous-mêmes pour défendre nos budgets.

Cher Papa Noël, on te promet qu'on a bien travaillé et qu'on va continuer l'année prochaine ; quant aux membres du gouvernement, on te laisse décider s'ils méritent les cadeaux qu'ils demandent !

Derrière le rideau de fer*

19 décembre 1964, discours d'André Malraux prononcé lors du transfert des cendres de Jean Moulin au Panthéon

Fin du célèbre discours qu'André Malraux alors Ministre des Affaires culturelles a prononcé. Son éloquence, sa poésie, son rythme nous permet de mesurer l'abîme dans lequel est tombé les politiciens actuels tout juste capables d'annoncer des platitudes...

(...) Mais voici la victoire de ce silence atrocement payé : le destin bascule. Chef de la Résistance martyrisé dans des caves hideuses, regarde de tes yeux disparus toutes ces femmes noires qui veillent nos compagnons : elles portent le deuil de la France, et le tien. Regarde glisser sous les chênes nains du Quercy, avec un drapeau fait de mousselines nouées, les maquis que la Gestapo ne trouvera jamais parce qu'elle ne croit qu'aux grands arbres. Regarde le prisonnier qui entre dans une villa luxueuse et se demande pourquoi on lui donne une salle de bains - il n'a pas encore entendu parler de la baignoire. Pauvre roi supplicié des ombres, regarde ton peuple d'ombres se lever dans la nuit de juin constellée de tortures.

Voici le fracas des chars allemands qui remontent vers la Normandie à travers les longues plaintes des bestiaux réveillés : grâce à toi, les chars n'arriveront pas à temps. Et quand la trouée des Alliés commence, regarde, préfet, surgir dans toutes les villes de France les commissaires de la République - sauf lorsqu'on les a tués. Tu as envié, comme nous, les clochards épiques de Leclerc : regarde, combattant, tes clochards sortir à quatre pattes de leurs maquis de chênes, et arrêter avec leurs mains paysannes formées aux bazookas l'une des premières divisions cuirassées de l'empire hitlérien, la division Das Reich.

Comme Leclerc entra aux Invalides, avec son cortège d'exaltation dans le soleil d'Afrique et les combats d'Alsace, entre ici, Jean Moulin, avec ton terrible cortège. Avec ceux qui sont morts dans les caves sans avoir parlé, comme toi ; et même, ce qui est peut-être plus atroce, en ayant parlé ; avec tous les rayés et tous les tondus des camps de concentration, avec le dernier corps trébuchant des affreuses files de Nuit et Brouillard, enfin tombé sous les crosses ; avec les huit mille Françaises qui ne sont pas revenues des bagnes, avec la dernière femme morte à Ravensbrück pour avoir donné asile à l'un des nôtres. Entre, avec le peuple né de l'ombre et disparu avec elle - nos frères dans l'ordre de la Nuit...

Commémorant l'anniversaire de la Libération de Paris, je disais : « Ecoute ce soir, jeunesse de mon pays, ces cloches d'anniversaire qui sonneront comme celles d'il y a quatorze ans. Puisses-tu, cette fois, les entendre : elles vont sonner pour toi. »



L'hommage d'aujourd'hui n'appelle que le chant qui va s'élever maintenant, ce Chant des partisans que j'ai entendu murmurer comme un chant de complicité, puis psalmodier dans le brouillard des Vosges et les bois d'Alsace, mêlé au cri perdu des moutons des tabors, quand les bazookas de Corrèze avançaient à la rencontre des chars de Rundstedt lancés de nouveau contre Strasbourg. Écoute aujourd'hui, jeunesse de France, ce qui fut pour nous le Chant du Malheur. C'est la marche funèbre des cendres que voici. À côté de celles de Carnot avec les soldats de l'an II, de celles de Victor Hugo avec les Misérables, de celles de Jaurès veillées par la Justice, qu'elles reposent avec leur long cortège d'ombres défigurées. Aujourd'hui, jeunesse, puisses-tu penser à cet homme comme tu aurais approché tes mains de sa pauvre face informe du dernier jour, de ses lèvres qui n'avaient pas parlé ; ce jour-là, elle était le visage de la France...